Nations Unies S/2017/148

Conseil de sécurité

Distr. générale
21 février 2017
Français
Original : anglais

Lettres identiques en date du 17 février 2017, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je souhaite appeler votre attention sur les propos scandaleux tenus par le chef du Hezbollah, organisation reconnue comme terroriste par la communauté internationale.

Il a été rapporté hier que Hassan Nasrallah, le Secrétaire général du Hezbollah, avait publiquement menacé l'infrastructure critique d'Israël, déclarant que le réservoir d'ammoniac allait être pris pour cible, où qu'il se trouve, puisque le navire devant arriver par la mer pour ravitailler toutes les régions en ammoniac représentait l'équivalent de cinq bombes nucléaires.

C'est la deuxième fois en l'espace d'un an que le Hezbollah profère une telle menace. En 2016, Hassan Nasrallah avait en effet déclaré que le Hezbollah allait s'en prendre aux réservoirs d'ammoniac de la ville d'Haïfa, attaque dont il avait affirmé qu'elle causerait la mort de dizaines de milliers d'habitants et de 800 000 Israéliens.

Cette menace paraît d'autant plus grave que le Hezbollah est en train de consolider sa présence militaire dans les villes et villages du sud du Liban, contrevenant ostensiblement à la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité. Chaque jour apporte une nouvelle preuve du renforcement des capacités militaires activement mené par le Hezbollah. Dans la même déclaration du 16 février, Hassan Nasrallah prétendait que, si chacun avait des choses à cacher, ce que son mouvement dissimulait était de nature à surprendre et à changer le cours de toute guerre.

Cette dernière menace en date de Hassan Nasrallah prend un caractère particulièrement préoccupant à la lumière des propos troublants qu'a tenus cette semaine le Président libanais Michel Aoun, exprimant son appui en faveur de la constitution de stocks d'armement par le Hezbollah. Cette déclaration montre sans équivoque non seulement que le Gouvernement libanais manque aux obligations que lui impose la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité, mais qu'il en enfreint même les dispositions en encourageant et en cautionnant explicitement les activités du Hezbollah.

Merci de recycler

Cette déclaration intervient quelques jours seulement après l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution soulignant la nécessité de faire face au risque d'attaques terroristes contre les infrastructures critiques.

On ne saurait rester silencieux devant des menaces aussi graves proférées par une organisation terroriste à l'endroit d'un État Membre.

Je demande au Conseil de sécurité de condamner publiquement cette déclaration belliqueuse et provocatrice et d'exhorter le Gouvernement libanais à s'acquitter de son engagement à mettre en œuvre intégralement la résolution 1701 (2006).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent d'Israël
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Danny **Danon**